



# Étranges coupures aux affaires étrangères

Par ALAIN LABELLE

Le 23 mars dernier, le ministre des Affaires étrangères, André Ouellet, annonçait des compressions de 14% dans son plan d'aide internationale. Mais voilà: au lieu de couper unilatéralement dans tous les programmes, le gouvernement de Jean Chrétien a décidé de privilégier les uns au détriment des autres. Résultat: la totalité des subventions accordées par l'ACDI (Agence canadienne de développement international) ont été coupées sans préavis. Une centaine d'organismes qui travaillent, à travers le Canada, à la concertation et à l'éducation du public en matière de coopération internationale se retrouvent donc sans fond.

Pour l'agent d'éducation du public et de recherche de financement à SUCO (Services universitaires canadiens outre-mer), Richard Simard, cela est inacceptable. D'autant plus que le gouvernement songerait à imposer à d'autres organismes comme Oxfam-Québec les programmes de sensibilisation, sans pour autant augmenter leur enveloppe budgétaire. «On demande à des gens n'ayant pas l'expertise acquise au cours des 20 dernières années par les organismes régionaux, de faire le même travail, du jour au lendemain» explique Richard Simard.

Dans notre communauté, cinq organismes sont directement touchés: Outils de paix, SUCO, SQAL (Solidarité Québec-

Amérique latine), CEAD (Centre d'études arabes pour le développement), CIDMAA (Centre d'information et de documentation sur le Mozambique et l'Afrique australe) et le CEDAL (Centre d'étude et de documentation d'Amérique latine). Les coupures ont déjà entraîné la fermeture du Centre de documentation international «Nouvelles Solidarités», une bibliothèque très bien documentée et qui avait été mis sur pied par le CEAD, le CEDAL, le CIDMAA et par la vidéothèque de Vidéo Tiers Monde.

«Il va y avoir bien des mises à pied mais les centres d'éducation et de sensibilisation au développement ne devraient pas fermer. Les bureaux déménageront peut-être dans des sous-sols ou dans des maisons privées, mais les centres ne fermeront pas, du moins pour le moment. C'est un retour aux années 70!» renchérit Richard Simard.

Pour les 50 organismes membres de l'AQOCI (Association québécoise des organismes de coopération internationale), cette décision est inacceptable. Selon eux, les choix du ministre ne sont que politique et ne tiennent pas

compte de l'importance du travail qu'ils effectuent auprès de l'opinion publique en ce qui a trait à la compréhension des enjeux internationaux, aux échanges entre les peuples, à la lutte contre le racisme

et à la promotion de la justice et du respect des droits humains.

Les organismes entendent contester la décision du ministre par tous les moyens. Ils ont déjà acheté une pleine page du Devoir dans

laquelle ils détaillent leur désaccord avec le ministre Ouellet. La mobilisation prendra d'ici peu d'autres formes. Une chose est certaine, cette décision ne passera pas comme une lettre à la poste. ♦



## Bizarre Budget Cuts

By ALAIN LABELLE

On March 23<sup>rd</sup>, 1995, the Federal Minister of Foreign Affairs, André Ouellet, announced reductions of 14% in his plan for foreign aid. But instead of cutting unilaterally across the board, the Chrétien government has decided to fund some programmes at the expense of others. As a result, all subsidies to ACDI (Agence canadienne de développement internationale) were cut without notice. Thus a hundred or so organisations working across Canada to coordinate and sensitise the public to issues of international cooperation suddenly found themselves without funding.

For Richard Simard, communications agent and fundraiser at SUCO (Services universitaires canadiens outre-mer), this is unacceptable. The government demands that organisations like Oxfam Quebec provide the same number

of programmes without according sufficient funds to do it. "They're asking people who don't have the twenty years' experience acquired by the regional groups to do the same jobs, and they want them done the day after tomorrow," explains Simard.

In our community, five organisations are directly affected: Outils de Paix; SUCO; CEAD (Centre d'études arabes pour le développement); CIDMAA (Centre d'information et de documentation sur Mozambique et l'Afrique australe); and CEDAL (Centre d'études et de documentation d'Amérique latine). The cuts are already obvious in the closing of the New Solidarities International Documentation Centre, a comprehensive resource library set up by CEAD, CEDAL, CIDMAA, and Third World Videos.

"We have a lot of work ahead of us, but the education centres shouldn't close. The offices will move perhaps to basements or pri-

vate houses, but the centres won't close, at least not for the moment," adds Richard Simard.

For the fifty member organisations of AQOCI (Association québécoise des organismes de coopération internationale), this decision is equally unacceptable. According to them, the minister's choice is purely political and fails to take into account the importance of their work towards public comprehension of the international stakes involved; the value of exchanges between peoples; the struggle against racism; and the promotion of justice and respect for human rights.

These organisations intend to oppose Ouellet's decision by every possible means. They have already bought a full-page advertisement in *Le Devoir* in which they detail their dissatisfaction with the minister. This mobilisation may yet take other forms. One thing is certain: it will not go unnoticed. ♦

**RBC**  
**DOMINION**  
**VALEURS MOBILIÈRES**

**Willem H. Westenberg, M.B.A.**  
Conseiller en placement  
RBC Dominion valeurs mobilières Inc.  
2000, avenue McGill Collège  
Bureau 300  
Montréal (Québec) H3A 3H5  
(514) 282-5298

Télé. (514) 282-1730  
1-800-361-5202

LIBRAIRIE

LES GALERIES DU PARC

3575 AV. DU PARC

MONTRÉAL (QUÉBEC)

H2X 3P9

TÉL: 514.845.1295

FAX: 514.845.3069

**MONTY RAIDER**

Propriétaire / Owner



LE PLAISIR DE LIRE